



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFET DU HAUT-RHIN

DIRECTION DES COLLECTIVITES LOCALES

ET DES PROCEDURES PUBLIQUES

BUREAU DES ENQUETES PUBLIQUES

ET DES INSTALLATIONS CLASSEES

AG/AD

## ARRÊTÉ

du 25 NOV. 2015

**portant mise en demeure à la société SCHROLL installée à Colmar de respecter les dispositions de l'article R. 515-82 II du code de l'environnement et de l'arrêté préfectoral n°2010-329-16 du 25 novembre 2010**

**Le Préfet du Haut-Rhin**

Officier de la Légion d'Honneur

Commandeur de l'Ordre National du Mérite

**VU** le livre I, titre 7, du code de l'environnement et notamment son article L.171-8 I,

**VU** l'arrêté préfectoral n°2010-329-16 du 25 novembre 2010 portant autorisation à la société SCHROLL d'exploiter une unité de collecte, tri et traitement de papiers, cartons, matières plastiques et bois à Colmar – 75 rue des Pruniers,

**VU** la notification du 4 novembre 2013 par laquelle la société SCHROLL porte à la connaissance du préfet, en application des articles R.513-1 et R.515-84, l'existence de ses installations de stockage temporaire de déchets dangereux visées par la rubrique 3550 de la nomenclature des installations classées,

**VU** le rapport du 15 janvier 2015 de la Direction de l'environnement, de l'aménagement et du logement chargée de l'inspection des installations classées,

**VU** le rapport du 9 novembre 2015 de la Direction de l'environnement, de l'aménagement et du logement chargée de l'inspection des installations classées,

**CONSIDÉRANT** que la société SCHROLL exploite à Colmar des installations visées par la rubrique n°3550 de la nomenclature des installations classées,

**CONSIDÉRANT** que ces installations, entrées en service avant le 7 janvier 2013, n'étaient pas visées par la directive 2008/1/CE du 15 janvier 2008 relative à la prévention et à la réduction intégrées de la pollution,

**CONSIDÉRANT** qu'il appartenait à la société SCHROLL, en application de l'article R.515-82 II du code de l'environnement de remettre au préfet avant le 7 janvier 2014 un dossier de mise en conformité dont le contenu est identique à celui du dossier de réexamen prévu à l'article R.515-72 du code de l'environnement et de joindre à ce dossier le rapport de base lorsque l'activité relève du 3° du I de l'article R.515-59 du code de l'environnement,

**CONSIDÉRANT** que le contenu du dossier de mise en conformité prévu à l'article R.515-82 II, transmis le 2 novembre 2015 par la société SCHROLL, ne répond pas au contenu prévu à l'article R.515-72 du code de l'environnement,

**CONSIDÉRANT** que le dossier de mise en conformité met en évidence le non-respect de l'intégralité des prescriptions des articles 4.1.2, 4.3.9 et 6.2 de l'arrêté préfectoral du 25 novembre 2010,

**CONSIDÉRANT** les dispositions de l'article L.171-8 du code de l'environnement : « *Indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées, en cas d'inobservation des prescriptions applicables en vertu du présent code aux installations, ouvrages, travaux, aménagements, opérations, objets, dispositifs et activités, l'autorité administrative compétente met en demeure la personne à laquelle incombe l'obligation d'y satisfaire dans un délai qu'elle détermine.* »,

**SUR** proposition du Secrétaire général de la Préfecture du Haut-Rhin,

## **A R R E T E**

### **Article 1<sup>er</sup> :**

**Dans un délai de trois mois à compter de la notification de cet arrêté**, la société SCHROLL, dénommée « l'exploitant » dans la présente décision et dont le siège social est situé à Strasbourg (6 rue de Cherbourg) est mise en demeure de respecter, pour l'exploitation de ses installations de Colmar (75 rue du Prunier) :

- la prescription de l'article R 515-82 II du code de l'environnement qui veut que les exploitants des installations qui, entrées en service avant le 7 janvier 2013, n'étaient pas visées par la directive 2008/1/CE du 15 janvier 2008 relative à la prévention et à la réduction intégrées de la pollution remettent au préfet, un dossier de mise en conformité dont le contenu est identique à celui du dossier de réexamen prévu à l'article R 515-72 du code de l'environnement.
- les prescriptions des articles 4.1.2 IV, 4.3.9 et 6.2 de l'arrêté préfectoral du 25 novembre 2010 reprises ci-après :
  - Article 4.1.2 Prévention des pollutions accidentelles

#### *IV Confinement des eaux polluées d'extinction d'un incendie ou provenant d'un accident*

*Le site est pourvu d'une rétention permettant de recueillir des eaux polluées d'un volume minimum de 1 000 m<sup>3</sup> constitué d'un bassin de confinement et de réseaux. Le bassin de confinement d'un volume minimal de 850 m<sup>3</sup>, sera équipé d'un dispositif de fermeture permettant d'isoler les eaux polluées du site pour traitement avant rejet ou évacuation. Cette rétention doit pouvoir être isolée du réseau d'eaux pluviales, afin d'assurer l'usage de ce dernier après sinistre.*

*Les organes de commande nécessaires à la mise en service de cette rétention doivent pouvoir être actionnés en toutes circonstances. Les vérifications et entretiens seront consignés dans un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.*

*Les eaux d'extinction incendie ne pourront être évacuées qu'après contrôle de la qualité des eaux en conformité avec l'article 4,3,9 sinon elles seront éliminées comme des déchets.*

○ Article 4.3.9 Valeurs limites d'émission des eaux avant rejetées

Rejets des eaux pluviales et des eaux d'un éventuel incendie dans le milieu naturel vers la Lauch canalisée.

Après passage dans un deshuileur-décanteur et le cas échéant dans le bassin de confinement des eaux, les eaux devront respecter avant rejet les caractéristiques suivantes :

- PH compris entre 5,5 et 8,5
- Matières en suspension inférieures à 30mg/l
- Hydrocarbures totaux inférieurs à 5 mg/l
- DCO inférieur à 25mg/l
- absence de flottants ou de substances de nature à modifier l'aspect du cours d'eau.

Surveillance des effets sur l'environnement

L'exploitant contrôle semestriellement la qualité des eaux souterraines au droit de son site à partir des 2 piézomètres amont et aval. Les paramètres de suivi des principales substances susceptibles de polluer les eaux souterraines sont :

- PH, Hydrocarbures totaux, Matières en suspension, DCO, niveau piézométrique et les substances préconisées par l'hydrogéologue chargé de l'étude d'implantation des 2 piézomètres.

○ Chapitre 6.2 Niveaux acoustiques - Article 6.2.1. Valeurs Limites d'émergence

Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'établissement)	Emergence admissible pour la période allant de 7h à 22h, sauf dimanches et jours fériés	Emergence admissible pour la période allant de 22h à 7h, ainsi que les dimanches et jours fériés
Supérieur à 45 dB(A)	5 dB(A)	3 dB(A)

○ Article 6.2.2. Niveaux limites de bruit

Article 6.2.2.1. Installations nouvelles

De manière à assurer le respect des émergences précédemment citées, les niveaux limites de bruit ne doivent pas dépasser en limite de propriété de l'établissement les valeurs suivantes pour les différentes périodes de la journée :

PERIODES	PERIODE DE JOUR Allant de 7h à 22h (sauf dimanches et jours fériés)	PERIODE DE NUIT Allant de 22h à 7h (ainsi que dimanches et jours fériés)
Niveau sonore limite admissible  -1) Limite sud rue du prunier	65 dB(A)	60 dB(A)

-2) Limite nord rue Theiheimer	65 dB(A)	60 dB(A)
-3) vers la rue Branly	70 dB(A)	60 dB(A)

*Les émissions sonores dues aux activités des installations ne doivent pas engendrer une émergence supérieure aux valeurs admissibles fixées dans le tableau figurant à l'article 6.2.1, dans les zones à émergence réglementée.*

*Un contrôle du niveau acoustique (avec le fonctionnement du broyeur à bois mobile) sera effectué dans un délai de 3 mois de la date de mise en service des installations puis tous les 3 ans par un organisme qualifié.*

## **Article 2 :**

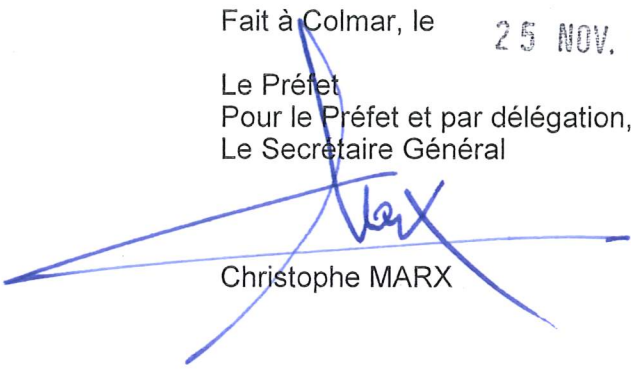
Faute pour l'exploitant de se conformer aux dispositions de la présente mise en demeure, il pourra être fait application, indépendamment des sanctions pénales encourues, des sanctions administratives prévues à l'article L.171-8 du code de l'environnement.

## **Article 3 :**

Le Secrétaire général de la Préfecture du Haut-Rhin et le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement (service de l'inspection des Installations Classées), sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de veiller à l'exécution du présent arrêté, dont un exemplaire sera notifié à l'exploitant.

Fait à Colmar, le 25 NOV. 2015

Le Préfet  
Pour le Préfet et par délégation,  
Le Secrétaire Général

  
Christophe MARX

### **Délais et voie de recours**

(article R. 514-3-1 du Titre 1<sup>er</sup> du Livre V du Code de l'Environnement).

La présente décision peut être déférée au Tribunal Administratif de Strasbourg

- par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée ;
- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de ces décisions.